

Discours introductif de M. Dominique ROUX

Président de « Signal Spam »

à l'occasion du 1^{er} atelier francophone de lutte contre le spam

Rabat – 21 mars 2006

Cher Mohamed Benchaaboun, Mesdames et Messieurs,

Il me revient de vous accueillir, et j'en suis d'autant plus heureux que aujourd'hui n'est pas un jour anodin : pour la première fois, grâce aux efforts conjugués du Maroc, de la Belgique, de la Francophonie et de la France, plus de 20 pays, pour la majorité de l'Afrique francophone, sont réunis pour se mobiliser ensemble dans la lutte contre le spam, unir leur savoir-faire, partager leur expérience et étudier les moyens de renforcer leur engagement dans l'action contre ce fléau des réseaux.

Il est temps d'agir. Le phénomène du spam a désormais pris une ampleur telle que seule une coopération étroite de la plus grande majorité des pays permet d'espérer le résorber pour assurer aux utilisateurs d'internet, qu'ils soient particuliers ou professionnels, l'environnement de confiance nécessaire à son développement harmonieux et respectueux des droits de chacun.

Les travaux conduits lors de la seconde phase du Sommet Mondial sur la société de l'information, tenu à Tunis en novembre dernier, ont mis en évidence la nécessité de renforcer la coopération internationale sur ce sujet ; et c'est dans la droite ligne de cette recommandation que vient s'inscrire la manifestation que j'ai l'honneur et le plaisir d'introduire.

Le spam est un phénomène pervers : aussi facile à réaliser que difficile à combattre, il est multiforme, dissimulé, intrusif, et atteint les réseaux jusque dans leur architecture même. Ce point est d'autant plus sensible que vos pays, comme beaucoup d'autres, sont à l'aube de la société de l'information et disposent de réseaux encore fragiles qu'il est essentiel de protéger pour garantir leur indépendance dans le cyber-espace qui se développe à l'échelle mondiale.

Pire encore, le spam, pour se développer, s'appuie sur les faiblesses mêmes des équipements informatiques des citoyens, des entreprises et des administrations de vos pays. En infectant ces machines pour les utiliser à l'insu de leur propriétaire, il les rend vulnérables à de multiples attaques qui, à terme, peuvent les rendre complètement inutilisables et dangereuses.

Enfin, en inondant les boîtes aux lettres, le spam fait des internautes de vos pays autant de victimes de délits pour certains anodins mais pour leur grande majorité de nature à créer un contexte de méfiance légitime envers l'internet, susceptible de freiner, voire bloquer, son appropriation par le plus grand nombre.

Je pense par exemple aux escroqueries massives, à l'usurpation d'identité, à la diffusion d'images à caractère pornographique ou pédo-pornographique, tous véhiculés par voie de spam.

Voilà bien la pire des caractéristiques du spam : pratiquement impossible à définir en tant que tel, il est le moyen le plus sûr et le plus efficace de transporter toute sorte de délits d'autant plus difficiles à réprimer que l'expéditeur est anonyme, et la plupart du temps caché dans un pays tiers. Comment, dans ces conditions, engager une politique d'équipement des écoles, pourtant nécessaire à l'appropriation d'internet par les générations montantes ; comment, dans ces conditions, mettre en œuvre une politique de développement de l'administration électronique, dont on connaît pourtant l'importance en termes de services aux citoyens ?

Comment, aussi, favoriser l'émergence des métiers du commerce électronique si la quasi totalité des courriers électroniques reçus par les usagers est délictuelle et agressive ?

Comment permettre aux fournisseurs d'accès et de services internet de vos pays d'augmenter leurs parts de marché si leurs services de courrier électronique sont massivement rejetés par les organisations internationales de lutte antispam ? Je le disais tout à l'heure : il est temps d'agir, mais en fait il est doublement temps :

- tout d'abord parce que nous avons appris à nos dépens que ce problème appelle un traitement volontariste au plus tôt du développement des réseaux nationaux ;
- mais aussi parce que, si nous n'y prenons pas garde, le renforcement de la lutte antispam conduit désormais depuis trois ans par de nombreux pays largement industrialisés risque d'avoir pour effet mécanique de faire de vos pays des « paradis des spammeurs », dont la conséquence sera inéluctablement un isolement croissant de vos réseaux sans que vous n'ayiez eu ni le temps ni l'opportunité de vous prémunir contre ces effets.

On ne lutte pas seul contre le spam. Pour cette raison, cette manifestation a volontairement cherché non seulement à réunir un nombre conséquent de pays, et c'est d'ores et déjà une réussite, mais aussi des représentants de tous les secteurs professionnels concernés de chaque pays, qu'ils soient publics ou privés.

Il n'y a pas de lutte antispam sans coordination et coopération.

C'est tout l'enjeu des deux journées que vous allez passer à travailler avec nous sur le sujet et c'est peut être le message le plus important que je souhaiterai vous transmettre. Coordination nationale et coopération internationale sont les conditions essentielles à la réussite de la lutte antispam mondiale. Vous tous ici présents avez entre vos mains les clefs de cette réussite.

La première journée de vos travaux a pour objectif de faire le tour de la problématique générale du spam.

MM. **Augustin IDO** de l'Institut francophone des nouvelles technologies de l'information et de la formation, et **Alex CORENTHIN** de l'Internet Society Sénégal débiteront par une présentation de la problématique générale pour les pays de l'espace francophone qu'ils connaissent particulièrement bien.

Puis, l'attention sera portée sur les politiques publiques nationales et leur inscription dans les actions de coopération internationales, à la fois au travers :

- de l'expérience belge, présentée par **M. Didier GOBERT**, du Service public fédéral économie et PME, classes moyennes, service qui s'est massivement engagé avec succès dans la lutte antispam dans leur pays ;

- de l'analyse de l'Agence nationale de réglementation des télécoms du Maroc, qui nous accueille aujourd'hui et témoigne ainsi de sa prise en considération du problème qui nous réunit ;
- de l'expérience de la Commission nationale informatique et libertés, autorité administrative indépendante française en charge de la protection des données personnelles, qui a été l'une des premières autorités françaises à se saisir, dès 2002, de la question du spam et que présentera **M. Bernard PEYRAT**, commissaire en charges de ces questions ;
- et enfin de l'action conduite par l'Union internationale des télécommunications, qui conduit de nombreux travaux de coopération internationale élargie, présentée par **Mme Cristina BUETI**.

Enfin, un panorama des outils techniques nécessaires à la lutte antispam sera réalisé :

- par **MM. Amine TRABELSI et Widad BELMAJDOUB**, représentants de fournisseurs d'accès marocains qui nous parleront des problématiques de protection de leurs réseaux ;
- par **M. John GRAHAM-CUNING**, que je tiens tout spécialement à remercier de sa présence, qui nous présentera les outils

disponibles en logiciel libre pour protéger réseaux et machines, dont le logiciel « Popfile » dont il est lui-même le développeur ;

- et enfin par **M. Eric WALTER**, de la Direction du développement des médias, service du Premier ministre français, qui exposera l'importance de l'implication des usagers dans la lutte antispam au moyen d'un outil centralisé de signalement, « Signal Spam », dont la France termine la mise en œuvre et qui pourra, et j'en sais quelque chose puisque c'est moi qui préside ce projet, être partagé avec de nombreux autres pays dans le monde.

Je souhaite m'arrêter un instant sur ce projet qui est le résultat concret de trois années de travail en étroite coopération entre les pouvoirs publics et le secteur privé français.

Conçu pour permettre aux usagers de reporter facilement les spams dont ils sont victimes, il permettra aux autorités comme aux prestataires de services internet de disposer des informations dont ils ont besoin pour lutter contre les spammeurs. Il s'appuie donc sur la nécessaire coordination nationale qui vous sera exposée tout à l'heure, et permet de constituer la première ligne de front d'un pays engagé dans la lutte contre le spam. J'espère que vous serez nombreux à pouvoir rapidement adopter ce type d'outil, et M. Walter saura répondre à toutes vos questions dans cette perspective.

La journée de demain, quant à elle, est organisée en six ateliers consacrés pour chacun d'entre eux à des questions précises et concrètes en matière de lutte antispam. **M. le professeur Samir EL JAAFARI**, président de l'association Atlas-Saïs membre de l'organisation internationale des consommateurs ; **M. Jean-Marc DINANT**, informaticien et doctorant à l'Université de Namur et **M. Nicolas BAREIL**, administrateur réseau et chercheur à la cellule recherche en sécurité à EADS France viendront se joindre aux orateurs que j'ai déjà cités pour animer ces ateliers.

A tous, je tiens à exprimer ma sincère reconnaissance pour avoir bien voulu participer à cet atelier et venir partager leurs expériences et leurs connaissances.

Je tiens également à souligner la très grande qualité du travail conduit par tous ceux qui ont contribué à l'organisation de cette rencontre et tout particulièrement les équipes de l'ANRT qui nous accueillent aujourd'hui. Je sais que leurs efforts ont parfois été difficiles, mais le résultat est là et ils peuvent en être fiers. En ce qui me concerne, je les en remercie très chaleureusement. Votre présence est leur succès.

Il est temps de laisser la place au travail. Pendant que je parlais, combien de millions de spams ont encore circulé ... ? Trop ! C'est une certitude. Je vous remercie et vous souhaite de fructueux échanges.